

questions internationales. J'ai reçu des télégrammes et des communications de Toronto, de Vancouver et de Montréal à ce sujet. Lorsque ce débat aura pris fin, j'exhorte le chef de l'opposition officielle à consigner au compte rendu la politique de son parti pour que les Canadiens aient l'occasion d'en discuter.

Donc, monsieur l'Orateur, après un examen de la situation sous tous ses angles et d'une manière rigoureusement neutre et sage à titre de représentant non seulement de la population de Kootenay-Ouest mais du Canada, et non point à titre de délégué mais à titre d'individu qui doit exercer son propre jugement à la suite de l'examen des faits, j'ai l'intention, au moment du vote, de me laisser guider par ma conscience.

[Français]

M. J.-A. Mongrain (Trois-Rivières): Monsieur l'Orateur, ma première impulsion, en prenant la parole, cet après-midi, serait de répondre aux remarques blessantes, inintelligentes et injustes qu'a faites tantôt l'honorable député d'York-Est (M. Otto) relativement au rapport de la Commission Laurendeau-Dunton. Je crois même que ce serait abuser de la patience de la Chambre que d'essayer de parler à des sourds qui ne veulent pas entendre et d'ouvrir les yeux de ceux qui ne veulent pas voir l'évidence. Je soumetts simplement que je suis un de ceux qui sont un peu scandalisés de voir que l'honorable député d'York-Est—et j'inclurais peut-être aussi l'honorable député d'York-Humber (M. Cowan)—persiste à demeurer au sein du parti libéral, alors qu'il devrait venir s'asseoir avec les indépendants pour compléter l'arc-en-ciel des nuances indépendantistes de tous les partis et peut-être aussi me donner l'occasion de les enguirlander à mon goût, du matin au soir.

Monsieur l'Orateur, même si j'ai l'habitude de faire mes observations dans ma langue maternelle, cet après-midi, pour répondre à l'honorable député d'York-Est d'une façon plus objective et pour montrer que, dans ma province, nous n'avons pas cette étroitesse d'esprit, je ferai mes remarques dans la langue anglaise, dans l'espoir que mes collègues de langue anglaise, qui peuvent faire la même chose—et il y en a un bon nombre qui le peuvent—auront l'occasion de faire preuve de la même largeur de vue, en exposant leur foi dans le bilinguisme au Canada.

• (5.00 p.m.)

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, je suis parmi ceux qui sont portés à croire que le débat a assez duré.

[M. Herridge.]

Cependant, le moment est peut-être venu d'examiner la situation froidement et sans parti pris. Si j'étais un libéral, je me demanderais peut-être cet après-midi si j'ai honte du gâchis de lundi soir dernier, de l'erreur de tactique qui a été commise et de l'excès de confiance des Libéraux, qui ont toujours cru que le Parlement voterait toujours pour le gouvernement parce qu'aucun député ne voulait d'élections.

Je devrais peut-être me demander, par contre, si j'ai honte de ne pas avoir été à la Chambre lundi soir. Je m'empresse de dire que j'avais une bonne raison: un ministre de la Couronne visitait ma circonscription ce jour-là et nous sommes très hospitaliers. Quand un personnage important nous rend visite, nous essayons d'être là pour l'accueillir chaleureusement. Chaque fois qu'un ministre ou le chef d'un parti représenté à la Chambre, quel qu'il soit, nous fait l'honneur de visiter notre ville, j'estime qu'il est de mon devoir de le saluer au nom de mes commettants. Je n'ai pas à m'excuser de n'avoir pas été ici lundi dernier; mon assiduité se compare favorablement, je pense, à celle de n'importe quel député. Si j'avais été à la Chambre ce jour-là, j'aurais voté contre l'augmentation de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu pour des raisons que j'expliquerai une autre fois.

Avant d'aller plus loin, j'aimerais préciser autre chose. J'ai remarqué que des journalistes m'ont désigné à plusieurs reprises comme libéral-indépendant ou indépendant-libéral. Je tiens à leur rappeler que je me suis présenté comme indépendant tout court. Cela les surprendra peut-être, étant donné que j'appuie le gouvernement libéral la plupart du temps. C'est ce que mes commettants m'ont demandé de faire. Si les conservateurs étaient au pouvoir, je ferais la même chose, en supposant, bien entendu qu'ils ne commettraient pas de bévues comme les libéraux.

Je n'ai pas été envoyé ici pour combattre le gouvernement. Mes commettants se rendent compte que nous vivons des jours critiques. Ils trouvent qu'en ce moment il faut coopérer. S'ils avaient su, de façon certaine, que des libéraux ou des conservateurs allaient remporter les dernières élections, ils m'auraient demandé de me mettre du côté gagnant, mais, sachant que ce gouvernement est minoritaire, ils m'ont demandé d'essayer de collaborer avec ceux qui ont été élus. Quand des mesures inacceptables sont proposées, comme cette augmentation de 5 p. 100 de l'impôt sur le revenu, mes commettants me demandent de voter contre. Dans le cas présent, il y avait de bonnes raisons de le faire. Je ne suis pas